

championnat Brier de 1990 ont acquis notre estime pour avoir ainsi participé à la vie canadienne.

\* \* \*

[Français]

### LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Peter Milliken (Kingston et les Îles):** Monsieur le Président, le 12 mars, cette semaine, le parti libéral a mis sur pied un système téléphonique qui permet aux Canadiens d'exprimer leurs opinions concernant la TPS. Depuis cette date, plus de 50 000 Canadiens se sont déclarés en désaccord avec cette nouvelle taxe.

[Traduction]

Nous espérons que beaucoup de Canadiens appelleront d'ici dimanche soir pour exprimer leur opposition à cette taxe injuste. Les numéros sont 1-900-720-6051 et 1-900-720-6052.

[Français]

. . . en anglais ou en français, 1-900-720-6051 ou 1-900-720-6052.

\* \* \*

[Traduction]

### TIEM CANADA

**Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam):** Monsieur le Président, ce gouvernement s'enorgueillit de son sens des affaires. Il se vante de ses capacités de gestionnaire, et Dieu sait qu'il gère.

Il a réussi à perdre 17 millions, sur trois ans, avec TIEM Canada, grâce à des programmes novateurs et un programme destiné à aider la petite entreprise. Après avoir fait à TIEM Canada un prêt sans intérêt de 12 millions, il devait lui verser 14 000 \$ pour chaque entrepreneur que la société avait comme client et 14 000 \$ pour chaque emploi créé. TIEM Canada a prétendu avoir créé 1000 emplois. Ses clients ont dit «impossible». D'autres ont affirmé qu'on leur demandait de dire des mensonges.

Au printemps dernier, le gouvernement s'est réveillé et a modifié son contrat avec la maintenant défunte TIEM Canada. Les vérificateurs estiment que TIEM Canada doit 12 millions au gouvernement.

• (1410)

Ces 12 millions auraient été bien utiles dans le budget de cette année. Ils auraient pu éviter, en grande partie, la suppression de 1,6 million dans les programmes pour les femmes, 8 millions dans les programmes pour les autoch-

### Article 31 du Règlement

tones et 8,6 millions pour le logement et l'entretien des anciens combattants.

Le gouvernement nous dit qu'il fait enquête, mais je me demande combien de fiascos de ce genre il cache et aussi s'il y aura une vérification en règle de TIEM Canada.

\* \* \*

[Français]

### LE FAIT FRANÇAIS

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, hier, le 14 mars 1990, le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science du Québec, M. Claude Ryan, déclarait: «Si les manifestations d'hostilité envers le fait français devaient continuer à se multiplier, si elles devaient s'imposer comme l'expression de ce que pense véritablement de nous la majorité des Canadiens de langue anglaise, il faudrait à n'en point douter que nous nous interrogiions de manière décisive sur notre place dans ce pays.

\* \* \*

### LA DUALITÉ LINGUISTIQUE

**M. Marcel R. Tremblay (Québec—Est):** Monsieur le Président, j'aimerais souligner à la Chambre l'importance que le gouvernement canadien accorde à la question de la dualité linguistique comme en fait foi le secrétaire d'État dans sa lettre du 7 février dernier, à M. David Peterson, lettre que je tiens à rappeler à l'attention de mes collègues. Le gouvernement actuel a à maintes reprises démontré son engagement ferme et sans équivoque à l'égard de cette dimension importante de notre réalité nationale.

Que ce soit pour l'adoption de la nouvelle Loi sur les langues officielles, que ce soit par l'Accord du lac Meech, tel qu'il est proposé, ou par la signature d'ententes avec les dix provinces et les deux territoires pour l'enseignement de la langue de la minorité et l'enseignement de la langue seconde officielle, le gouvernement conservateur a démontré, par ces gestes concrets, son engagement vis-à-vis les droits des minorités de langue officielle, où qu'elles vivent au pays. Beaucoup a été fait en ce sens au cours des dernières années. Cet engagement de notre gouvernement reste un témoignage fondamental qui confirme l'importance que nous accordons à la dualité linguistique de notre pays.